

**Propositions relatives aux points 4-7 du mandat du groupe de travail XI  
("Europe sociale")**

**Point 4 : rôle de la méthode ouverte de coordination et question de la place de celle-ci dans une constitution européenne**

Considérée comme l'élément central de la stratégie adoptée au Sommet de Lisbonne en 2000 pour le renforcement de l'emploi, des réformes économiques et de la cohésion sociale, la méthode ouverte de coordination a montré jusqu'à présent son utilité dans la définition des objectifs et indicateurs communs de la convergence sociale dans certains volets d'une politique sociale commune des États membres ; il faudrait donc continuer à y recourir dans le cadre de la création d'une Europe plus sociale.

Dans le cas où la méthode ouverte de coordination se voit concrétisée et définie dans une constitution européenne - comme le propose le rapport conclusif du groupe de travail IX "Simplification" - il devrait toutefois être précisé qu'elle ne vient pas remplacer la procédure législative communautaire. En dépit de ses succès importants, qui ont permis d'atteindre une convergence concrète dans des volets des politiques sociales des États membres, la méthode ouverte de coordination est une collaboration de type intergouvernemental qui connaît des déficits considérables de légitimation démocratique, puisqu'elle ne prévoit pas d'implication du Parlement européen (contrairement à la procédure de coordination des politiques nationales de l'emploi, art. 128 -130 CE). Le Parlement européen doit donc être impliqué dans la procédure de méthode ouverte de coordination en cas d'intégration de celle-ci dans la constitution.

**Point 5 : relation entre la coordination des politiques économiques et la coordination des politiques sociales dans la Communauté**

La promotion et la défense de notre modèle européen de société et de notre modèle social suppose une association étroite des coordinations économique et sociale. Ce n'est que de cette manière que nous pouvons arriver au potentiel économique de l'Union qui permettra d'atteindre le plein emploi, un niveau élevé de protection sociale et un niveau de qualité de vie élevé et tendant à se rapprocher dans toutes les régions de l'Union. Pour cela, nous avons besoin de priorités économiques et sociales pour l'Union dans son ensemble ainsi que d'objectifs contraignants pour les États membres dans les politiques économique, de l'emploi, sociale et environnementale. Le modèle social européen exige que l'on supprime l'asymétrie existant actuellement et que l'on reconnaisse dans une constitution européenne que les dimensions sociale et économique de l'Europe occupent le même rang.

Par l'adoption d'un chapitre relatif à la solidarité dans la Charte européenne des droits fondamentaux, et la perspective de l'intégration de ce chapitre dans la constitution, la politique sociale de l'Union s'est déjà vue considérablement valorisée. Les droits sociaux fondamentaux contenus dans la Charte des droits fondamentaux sont d'une importance essentielle pour l'ordre européen des valeurs, et ils devraient servir de base pour un

développement concret du droit social dans la nouvelle deuxième partie de la constitution et pour un modèle social européen où liberté et justice sociale soient garanties au même titre.

Il est nécessaire de mieux synchroniser les différents processus de coordination dans le domaine des politiques économique, de l'emploi et sociale. L'approche européenne intégrée poursuivie dans ce sens par les conclusions de Lisbonne, et qui doit permettre d'atteindre le renouvellement économique et social, doit être soutenue. J'estime par contre moins judicieux de "fondre" tous les objectifs fixés dans les domaines cités en une procédure commune, tel qu'on le propose avec l'intégration des objectifs sociaux dans les "grandes orientations de la politique économique" visées aux art. 98, 99, paragraphe 2, CE - "grandes orientations de la politique économique *et sociale*". Il faut cependant analyser si et dans quels domaines partiels des "grandes orientations de la politique sociale" (correspondant aux "grandes orientations de la politique économique", art. 99, paragraphe 1, CE) peuvent être envisagés comme objet d'intérêt commun de la Communauté et des États membres. La politique de l'emploi se présente comme l'élément de liaison essentiel pour la coordination des politiques économique et sociale, dans la mesure où elle concerne des éléments centraux des objectifs tant économiques que sociaux. Avec le nouvel objectif du plein emploi, qu'il convient d'ancrer dans la constitution européenne, la politique de l'emploi doit être considérée comme une politique européenne centrale qui reçoit des impulsions actives. La politique de l'emploi doit devenir une mission transversale.

#### **Point 6 : extension de la procédure de codécision et du vote à la majorité qualifiée**

Le modèle social européen doit être maintenu et développé, y compris après l'élargissement. Dans l'état actuel de l'intégration économique, les efforts en vue de réaliser une "Europe sociale" ne peuvent plus être fournis par des solutions uniquement nationales. Pour éliminer le "déficit social" en Europe, il faudrait donc introduire la codécision et le vote à la majorité qualifiée comme procédure régulière dans tous les domaines où la Communauté détient des compétences législatives en matière de politique sociale, d'autant qu'il s'agit uniquement de la poursuite du développement de la politique de fixation de normes minimales. Conformément à l'accord de Maastricht sur la politique sociale, les normes sociales minimales doivent déterminer un niveau de protection en matière de droit du travail et de droits sociaux que tous les États membres puissent atteindre. Elles doivent être conçues de manière telle que les pays plus faibles économiquement ne soient pas sollicités excessivement, mais que des progrès sociaux soient toutefois atteints dans le plus de pays membres possible. Il faut aussi garantir que les normes sociales plus élevées que connaissent certains États membres ne puissent pas voir une diminution de leur qualité en raison de lois européennes, mais bien qu'elles puissent encore être améliorées.

Les compétences en matière de politique sociale énoncées dans le traité CE devraient donc figurer dans la même catégorie de compétences que les politiques communes : dans les domaines de la protection contre le licenciement, de la défense des intérêts et de conditions de travail pour les ressortissants de pays tiers, la procédure du vote à la majorité qualifiée et de la codécision serait introduite. Une telle réforme est déjà inscrite dans le Traité. Enfin, on ne peut pas exclure totalement une réflexion sur l'introduction de normes minimales communes ou de "critères de convergence sociaux" dans le domaine, non visé jusqu'à présent, de la sécurité sociale et de la protection sociale des travailleurs (art. 137, paragraphe 4, 1<sup>er</sup> tiret, dans la version de Nice du Traité). Et ce, étant donné que la modernisation des systèmes de protection sociale est déjà soumise au vote à la majorité qualifiée et que des compétences liées

entre elles devraient, pour des motifs fonctionnels, être soumise à la même procédure de décision.

### **Point 7 : rôle des partenaires sociaux**

Au lieu de mesures centrales venant de Bruxelles, le dialogue et la mise en réseau des décideurs et des représentants des catégories concernées, à tous les niveaux, doivent diriger le processus européen de réforme. Le domaine de la politique sociale européenne peut être vu comme un domaine modèle pour la progression d'une démocratie à tous niveaux en Europe, car l'Union garantit un rôle central aux partenaires sociaux dans ce domaine et encourage particulièrement le dialogue social comme élément central du modèle social européen. Cet aspect devrait aussi trouver son expression dans une constitution européenne. Les partenaires sociaux devraient, le plus tôt possible, être impliqués dans tous les processus décisionnels en matière de politique sociale et dans la préparation du sommet sur la politique sociale européenne qui se tient au printemps de chaque année ; ils devraient ainsi jouer un rôle encore plus important qu'auparavant dans le développement d'une politique sociale européenne. Ils devraient en tout cas aussi utiliser pleinement les importantes compétences de participation au niveau européen qui leur sont garanties (art. 137-139 CE). L'insertion du dialogue social dans la constitution est une marque du principe de subsidiarité dans le domaine de la politique sociale, et elle est donc d'une importance décisive pour l'Europe des droits des citoyens et des droits sociaux, laquelle est tenue au respect du principe d'une participation la plus large possible des citoyens aux décisions qui les concernent personnellement. Le rôle des syndicats et leur droit de s'organiser au niveau international, ainsi que le rôle des organisations d'employeurs et d'autres partenaires sociaux devraient être reconnus.